Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 45 (1998)
Heft: 11-12

Rubrik: Voix Suisse romande

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Edito romand

La protection civile travaille sans bruit

La situation des pré- et des requérants d'asile est préoccupante. Les prévisions de l'ODR, datant du début de l'année, faisaient état de 3000 entrées par mois. Or, aujourd'hui, on atteint des chiffres de l'ordre de 7000 personnes par mois dans les différents centres d'enregistrements de notre pays. Le plus grave, c'est que l'on assiste maintenant à des arrivées massives de familles, et non plus seulement celle de réfugiés «économiques» en vestes de cuir. D'ailleurs, c'est une partie d'entre eux qui renforcent le sentiment de rejet, voire de xénophobie d'une bonne partie de la population. Et puis, il y a l'attitude politique des autorités que l'on comprend mal. Par exemple, à Bâle, l'ODR ferme ses portes le vendredi à 16 h jusqu'au lundi. Que font tous ces gens? Ils errent à travers la ville, à la recherche d'un peu de chaleur, en attendant...
Face à cette situation, la police patrouille. Elle recueille et conduit toutes ces familles dans des centres de protection civile. Sans bruit, ignorée de chacun, la PCi héberge, nourrit et réconforte tant bien que mal cette population, en attendant l'ouverture des centres officiels dans lesquels ils pourront, peut-être, accomplir une forme d'autodafé leur reconnaissant enfin une identité. Alors, une des questions que l'on peut se poser est le pourquoi de l'intervention de l'armée? Médiatiquement parlant, c'est probablement plus porteur que l'image de la PCi et apporte, au plan politique, un «sentiment» de sécurité face à quelques réactions hostiles. C'est du propre en ordre. Et l'armée d'insister sur son rôle d'encadrement, sans armes; et le divisionnaire Liaudat de mettre en avant une maxime proche de celle de la PCi. Pourquoi une telle ségrégation vis-à-vis de la PCi? D'un autre côté, quel est le coût d'une telle opération, même si elle s'inscrit dans le cadre des cours de répétition? Avec son infrastructure, la PCi ne manque pas de moyens, dans l'ensemble du pays. A ce sujet, il est intéressant de constater que le Tessin refuse l'aide de l'armée; c'est la PCi qui prend les requérants en charge.
Alors, rendons à César ce qui lui appartient.

René Mathey

Démo des troupes de sauvetage 1998

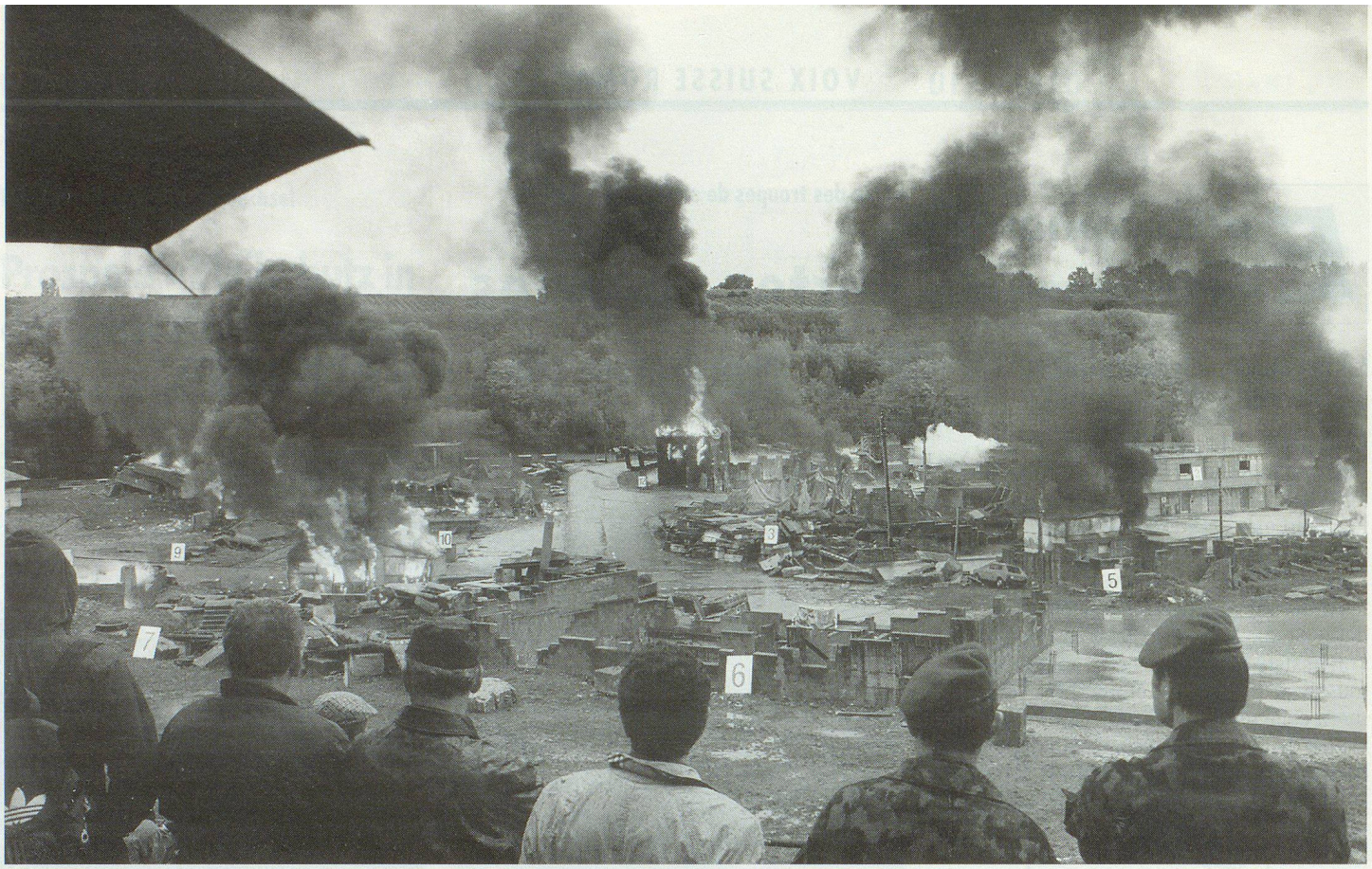
Portes ouvertes à la caserne des «Vernets»

Appareil de recherche (vidéoscope).

Tous les deux ans a lieu une démonstration des troupes de sauvetage. Quelque trois cents personnes ont suivi la visite du matin, un peu moins pour l'exercice de l'après-midi. Il faut dire que le temps exécrable en avait découragé plus d'un, mais pas trois conseillers d'Etat genevois qui ont suivi de près toute la démonstration. Martine Brunschwig-Graf, cheffe du Département militaire de la République et Canton de Genève était accompagnée de Carlo Lamprecht, chef du Département de l'Economie et de Robert Cramer, chef du Département de l'Intérieur.

RENÉ MATHEY

Initialement, ces démonstrations étaient prévues à l'intention des élèves de l'école militaire supérieure de Zurich (futurs instructeurs) ou encore, pour ceux des futurs cadres (sous-officiers de carrière) formés à Herisau. Dès 1995, ces manifestations ont été ouvertes aux autorités politiques et aux différents partenaires que sont les sapeurs-pompiers, la PCi, la police, etc.
Dans le cadre de la défense générale, les troupes de sauvetage sont chargées, en coopération avec d'autres formations de l'armée, notamment avec le régiment d'aide en cas de catastrophe, de fournir l'aide militaire en cas de besoin. Sa mission principale est de fournir de l'aide lors de situations graves et contribuer à la sauvegarde des infrastructures vitales pour les agglomérations. La seconde qui ressort plutôt de la mobilisation générale consiste à l'élargissement des mesures préventives de protection. Pour le temps de paix, fournir l'aide en cas de catastrophe à l'étranger, sur mandat du Conseil fédéral ou dans le cadre de la Chaîne suisse de sauvetage.
En principe, une compagnie désignée comme compagnie d'intervention des troupes



PHOTOS: RM-INFO, PULLY

On met le feu au village...

de sauvetage est, durant toute l'année, en mesure d'intervenir en quelques heures (six heures). Pour assurer cette permanence, les compagnies de sauvetage accomplissent leur service de manière échelonnée. Lorsque aucune troupe n'est en service, la permanence est assurée par les écoles de recrues de sauvetage.

Les troupes de sauvetage se composent d'un régiment de sauv (A et B), lui-même «découpé» en trois bataillons de type A et B. Chaque bataillon dispose de quatre compagnies de sauv et d'une cp d'état-major. Toutes les cp de sauv ont la même articulation et comptent 146 militaires (1 sct cmdt et 4 sct sauv). L'effectif actuel des troupes de sauvetage est d'environ 23 000 militaires. Le chef de division des trp sauv est le colonel EMG Ulrich Brandenberger.

Et puis, la Confédération dispose aussi d'un régiment d'aide en cas de catastrophe qui comporte 3453 militaires. Il s'articule autour d'un EM de régiment, d'une section d'EM, une compagnie d'aide technique qui dispose de moyens du génie, y compris les chiens de catastrophe, ainsi que quatre bat acc. Pour la Suisse romande, le bat 1 est stationné à Bulle. Par la création d'un rgt acc, la Confédération a voulu porter un effort particulier sur l'aide militaire en cas de catastrophe. Il peut être engagé de manière globale ou fractionnée, mais toujours de façon subsidiaire, généralement en tant que moyen militaire de troisième échelon. A la différence des rgt de sauv, le rgt acc dispose de matériels spéciaux complémentaires qui sont rangés dans des conteneurs

Le chien intervient...

interchangeables appelés aussi CONTIN. Il y en a neuf au total (dont deux sont doublés). Ces conteneurs sont attribués, en temps de paix, à divers corps professionnels de sapeurs-pompiers et à des centres de renfort tout comme à certaines formations du corps des gardes fortifications. Ils sont disponibles en tout temps.

Toutes ces troupes sont à disposition des autorités civiles. Ce sont elles, ou l'organe qu'elles auront désigné, qui assignent la mission au commandant de troupe. La manière d'exécuter la mission est l'affaire du commandant.

Nouveau matériel

Lors de la visite des différents chantiers montés par l'école de recrue stationnée aux Vernets, les visiteurs ont pu voir quelques nouveautés intéressantes. Par exemple, dans l'assortiment de transport d'eau, une pompe flottante (4500 l/min – utilisable jusqu'à une hauteur de 60 m), 1000 m

On évacue.

Le blessé est extrait.

de tuyaux d'alimentation de 150 mm et un bassin de compensation de 50 m³.
Plus loin, pour l'engagement dans les décombres, on a remarqué un système de découpage d'éléments en béton, capable de forer d'un coup un trou de 700 mm de diamètre. Pour la recherche et la localisation de sinistrés dans les décombres, un nouvel appareil de recherche utilisant sa propre source de lumière et permettant de transmettre une image sur l'écran d'un assistant. Et puis encore une tente à montage rapide, munie d'un chauffage et pouvant abriter huit patients. Sans parler de nouvelles installations pour lances à oxygène et divers équipements de levage et de traction.

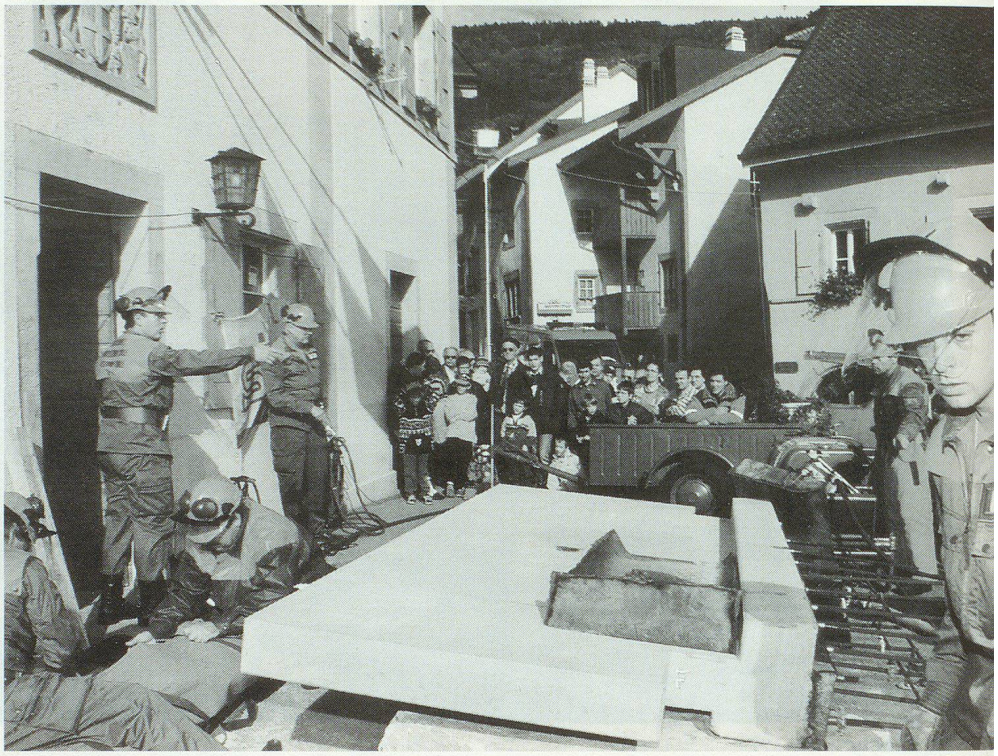
Le grand show

L'après-midi a été consacrée à un exercice d'engagement quasi hollywoodien, avec détonations, feu, engagement d'un super Puma, d'une Alouette III pour apporter des chiens et évacuer les blessés. Le tout commenté en direct par le commandant de l'école, le colonel Christian Zbinden, avec la complicité d'une équipe de reporters, chargée de donner des nouvelles en direct. Les quelque 200 personnes présentes ont pu voir que l'adage allemand: «Übung macht der Meister!» n'est pas un vain mot et que les douze semaines d'instruction des hommes de la compagnie III/276 ne sont pas de trop pour maîtriser le matériel, souvent très technique, à disposition, tout comme pour coordonner l'action des sauveteurs.

Journée portes ouvertes à Hauterive

Sur le Littoral

rm. Dans le cadre du cent cinquantième anniversaire de la République et Canton de Neuchâtel, les membres de la PCi et les sapeurs-pompiers de la Commune de Hauterive ont décidé de présenter leur service à la population. Dans l'assistance, on reconnaissait Pierre Blandenier, chef de l'Office cantonal de PCi, Michel Wuillomnet, chef OPC de la Ville de Neuchâtel.



Présentation du matériel.

C'est sur la place centrale de ce magnifique bourg de 2500 habitants, accroché au flanc du littoral neuchâtelois, à deux pas du chef-lieu et à portée de main de Saint-Blaise, que la PCi et les sapeurs-pompiers avaient donné rendez-vous à la population pour une journée de présentation.
Chaque service, à tour de rôle, a fait une démonstration. Les sapeurs-pompiers ont

Chez les jeunes et les autres, l'intérêt est manifeste.

Une zone du concours, avec l'incontournable seau pompe.

PHOTOS: RM-INFO, PULLY

Pierre Fahrni: «La PCi est au pays ce que le vin est à la table!»

expliqué comment éteindre une «friteuse» à l'aide d'une simple couverture; ils ont aussi éteint un incendie de voiture à l'aide d'extincteurs, répandu de la mousse un peu partout pour la plus grande joie des enfants. En bref, ils ont montré l'étendue de leurs connaissances et l'efficacité de leurs interventions dans des situations qui peuvent paraître banales, mais qui pourraient rapidement tourner à la catastrophe sans l'entraînement et le dévouement que chacun s'est plu à reconnaître.

Quant à la PCi, elle s'est livrée à des démonstrations fort instructives, à l'aide, notamment, de son nouveau matériel. Montrant ainsi à l'ensemble du public combien ces deux organismes sont utiles et complémentaires lorsqu'il s'agit de faire face à un événement important. D'ailleurs, les commentaires entendus ici ou là traduisent bien que le public ne connaît pas l'étendue du registre de la protection civile, pas plus qu'il n'imagine l'utilité de celle-ci. A ce sujet, comme s'est plu à le dire Pierre Fahrni, président du Conseil communal: «... la protection civile est au pays ce que le vin est à la table».

Un peu plus loin, dans le local des pompiers, une exposition de matériel PCi. Au-dessus, quelques films illustraient le travail des pompiers comme de la PCi.

Pour Michel Tardin, chef OPC et principal instigateur de la journée, c'est un succès, même si la population ne s'est pas déplacée en masse. Il en a profité pour expliquer que la PCi d'Hauterive est communale. C'est une des 23 OPC du Canton. Dans le cadre de la régionalisation en cours, c'est la Commune de Marin qui a été désignée comme commune directrice. Il n'y a pas de convention à proprement parler. Et comme on le dit finement ici, il s'agit d'un rapprochement «en douceur».

Aide humanitaire

World Aid 98

rm. Pour sa deuxième année, la première ayant eu lieu en 1996, World Aid 98 s'est donné pour objectifs de réunir tous ceux qui peuvent apporter une réponse dans le domaine de l'aide humanitaire. Une série de conférences ont donné quelques éclairages sur les catastrophes prévisibles, comme pour les réponses qu'apportera le prochain millénaire, ainsi que sur la nécessité de coordonner les efforts des multiples organismes de sauvetage.

Les marchands du temple: à première vue, c'est l'impression qui se dégage de cette manifestation. Réaction identique de Maïté Müller, membre de la Croix-Rouge espagnole, qui se montre surprise de voir le nombre d'entreprises purement commerciales présentes dans cette exposition. Pourtant, il ne s'agit pas de se bander les yeux. «L'humanitaire», avec ses excès, est bel et bien un marché. Il intéresse beau-

Du parachutage d'objets...

PHOTOS: RM-INFO, PULLY

En passant par l'aide humanitaire helvétique...

coup d'entreprises qui développent des techniques de pointe permettant d'apporter des réponses efficaces à toutes sortes de calamités.
Finalement, ce qui est en cause, ce n'est pas tellement l'humanitaire en tant que tel. Ce sont les réponses que l'homme doit apporter aux calamités de notre temps. Calamités d'autant plus tristes et désastreuses qu'il les cause souvent lui-même.

Les grandes préoccupations de demain

Prévision, gestion et coordination sont les grands thèmes du prochain millénaire. En dehors des conflits, les catastrophes prennent des dimensions de plus en plus difficiles à gérer. L'aide humanitaire, que ce soit le fait d'organismes gouvernementaux ou non, est à un tournant de son histoire. Les forums l'ont bien montré. Les interventions, en ordre dispersé, sont contre-productives. L'avenir est à un regroupement des forces et des moyens (industries et entreprises spécialisées comprises) ainsi qu'à une prise de conscience des Etats. Pour en savoir plus, tapez www.worldaid.org.

Centre d'instruction PCi à Couvet

Pose de la première pierre

rm. C'est au nom des trois maîtres de l'ouvrage, le canton de Neuchâtel, le syndicat intercommunal du Val-de-Travers et la commune de Couvet que la conseillère d'Etat Monika Dusong, cheffe du Département de la justice, de la santé et de la sécurité a posé la première pierre du futur centre sportif régional et centre d'instruction cantonal de la protection civile.

Pierre Grandjean, président du conseil communal de Couvet, voit dans cette future réalisation l'expression d'une volonté, pour les communes du Val-de-Travers, les autorités fédérales et cantonales de progresser ensemble, sur la voie de l'amélioration de la qualité de vie d'une région périphérique. Il a aussi exprimé quelques craintes quant à la capacité des communes partenaires à financer ces nouvelles charges. Et de rompre une lance en faveur de la mise en place d'une véritable péréquation financière à l'échelle du canton pour éviter que se creuse encore le clivage financier, cause d'une iniquité de traitement. Pierre Grandjean ne souhaite pas non plus que ce complexe devienne un oreiller de paresse politique, car il ne résoudra pas à lui seul les difficultés de la région.

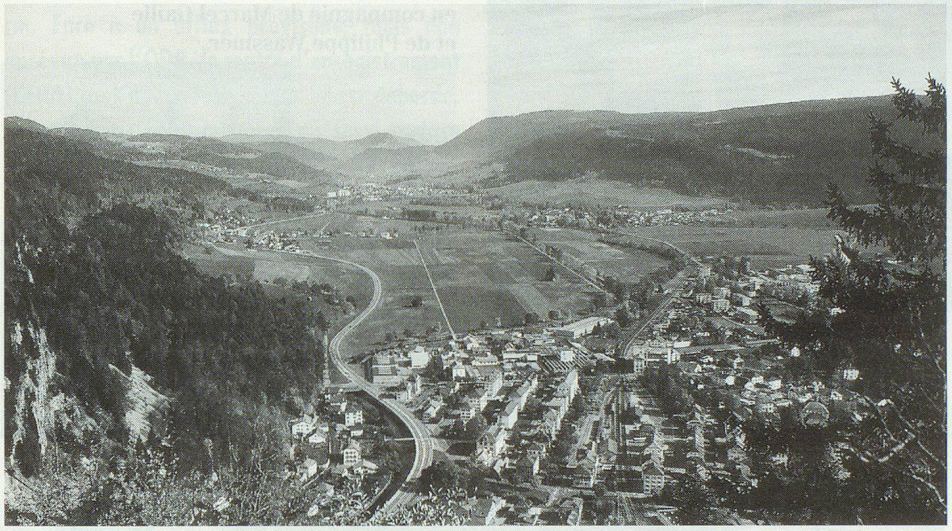
Quant à Monika Dusong, elle s'est félicitée de l'esprit de pionnier des habitants de la région qui finalement se sont battus pour que vive et prospère le Val-de-Travers. «Je veux voir, dans la pose de cette première pierre, poursuit Monika Dusong, non

PHOTOS: RM-INFO, PULLY

Monika Dusong, conseillère d'Etat, en compagnie d'Armand Rosset (à gauche), chef cantonal de la PCi fribourgeoise, et Pierre Blandenier.

seulement l'aboutissement d'une collaboration réussie, mais aussi et surtout l'amorce d'un processus qui doit guider nos futures entreprises: celui des complémentarités entre régions, entre acteurs publics et privés.»

Monika Dusong voit aussi dans ce complexe sportif, avec sa dimension régionale, cantonale et peut-être transfrontalière, un outil de développement pour des activités ultérieures, notamment en matière touristique.



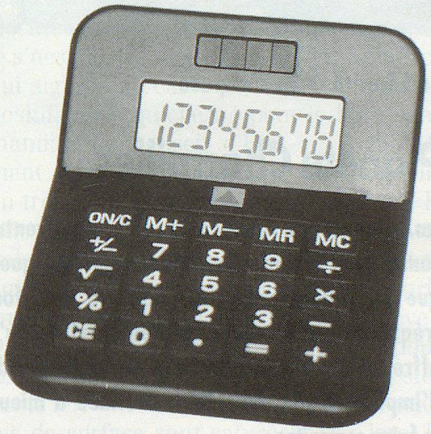
Une partie du vallon avec Fleurier au premier plan et Couvet, au fond.

La première pierre est scellée.

Sac à dos en toile

bleu foncé, offrant beaucoup de place,
3 poches extérieures.

Prix Fr. 34.–



Calculatrice solaire de table

belle et pratique,
avec touches en gomme et grand display,
noire, 10×14 cm

Prix Fr. 15.–

Commandes:
Union suisse pour la protection civile
Case postale 8272
3001 Berne
Téléphone 031 381 65 81
Fax 031 382 21 02

Commande:

Prénom:

Nom:

Adresse:

Téléphone:

La zone PCi occupe la partie centrale du patio.

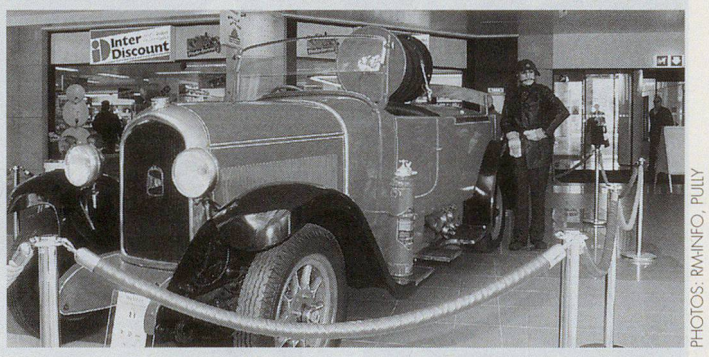
Robert Cramer (tout à droite) en compagnie de Marcel Gaille et de Philippe Wassmer.

La Sécurité civile s'expose

Planète Charmilles

rm. Ouvert au printemps 1997, le centre commercial Planète Charmilles regroupe quelque 50 commerces. C'est dans ce lieu, fort fréquenté par la diversité des services qu'il offre, que la Sécurité civile genevoise a décidé d'implanter une exposition destinée à mieux la faire connaître.

Pris sur le vif...



La superbe autopompe Delahaye.

PHOTOS: RMINFO, PULLY

Grâce à la complicité des commerçants, la Sécurité civile a pu présenter ses trois volets principaux, en profitant au maximum de l'ambiance très particulière des lieux s'élevant sur deux niveaux. Les facilités de parcage offertes, l'immense patio baigné par la lumière du jour, donnent envie, non seulement de «magasiner» comme le disent les Québécois, mais encore de flâner, de s'arrêter, de lier conversation.

C'est ainsi que le centre est occupé par une exposition de la PCi, sur l'aile est du deuxième étage; au sommet de l'escalier roulant, se trouve le service hélicoptère et l'aile sud est réservée aux sapeurs-pompiers. A l'ouest, toujours au deuxième étage, trône fièrement une superbe autopompe Delahaye, amoureusement restaurée par les amis du musée du SIS.

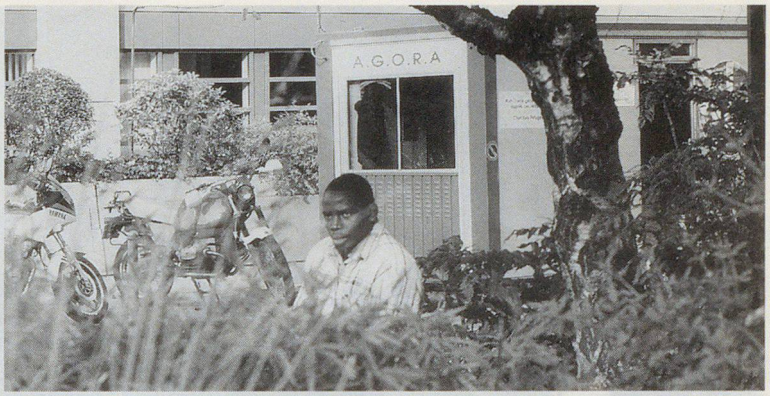
De plus, de nombreuses démonstrations et concours, tant intérieurs qu'extérieurs, animeront chaque jour de la semaine que durera cette exposition.

Inaugurée par Robert Cramer, chef du Département de l'intérieur, agriculture, environnement et énergie, l'exposition a réuni bon nombre de personnalités. Placée sous le signe de l'information et de la transparence, l'intervention de Robert Cramer s'est voulue aussi très concrète, dans la mesure où il pense que l'administration doit aller à la rencontre du citoyen. Il en veut pour preuve que lors de l'accident du vol SR 111 l'information a joué un rôle «dédramatiseur» important pour renseigner toutes les familles et les personnes en proie à une angoisse légitime. Dans ce cadre, la Sécurité civile et sa cellule de psychologues ont joué un rôle déterminant. Pour Robert Cramer, il faut dépasser le stade de l'intervention de tel ou tel organisme pour ne considérer que l'entité, soit une nouvelle identité, que devrait représenter la Sécurité civile dans le canton.

La PCi de la ville agit

Requérants: Genève débordé

rm. Face à un afflux prévisible, mais non «prévu» par l'ODR, le centre d'enregistrement (CERA) de l'Avenue de la Praille est débordé, engorgé. Les fonctionnaires de service, face à cette affluence, n'ont d'autres ressources que d'apposer une date de représentation sur la formule officielle. Et de renvoyer, sans état d'âme, une famille kosove dans la rue. Comme beaucoup d'autres. Les 350 places du centre et du camp militaire sont largement insuffisantes.



Etre prérequérant, c'est l'espoir d'entrer.

PHOTO: RM-INFO, PULLY

Il faut avoir vu cette foule bigarrée prendre d'assaut le CERA; avoir vu aussi ces lueurs d'espoir dans les yeux de ces déracinés de la vie, innocentes victimes de systèmes totalitaires, pour comprendre ce que requérant d'asile veut dire. Il faut avoir vécu ces attentes interminables pour l'obtention d'un statut hypothétique de requérant, pour finalement se retrouver avec cette feuille grise, que l'on serre précieusement comme un passeport pour un lendemain meilleur, pour comprendre ce que ne plus posséder d'identité, pas plus que de bagages, veut dire.

C'est pour répondre à toute cette misère qu'Agora (Aumônerie genevoise œcuménique auprès des requérants) a installé une baraque de chantier pour tenter d'héberger, avec l'aide de l'Armée du Salut qui fournit la nourriture, tous ces prérequérants laissés à la rue. Assez rapidement, Agora, comme beaucoup d'autres volontaires, ne peuvent plus faire face. Ils sont épuisés. Actuellement, les intervenants d'Agora essayent d'obtenir que l'obligation qui est faite aux prérequérants de se présenter chaque jour soit rallongée d'un jour ou deux.

Après un chassé-croisé entre ville et canton, Jean-Charles Dédo, chef du service PCi de la ville décide, en l'absence du maire qui lui apportera son soutien à son retour, d'ouvrir le centre de Châtelaine. Pour Jean-Charles Dédo, les requérants sont l'affaire de Berne, par contre, venir en aide aux prérequérants est une affaire de simple humanité.

On s'organise

Comme le précise Jean-Charles Dédo, il n'est pas question de se substituer à la voie officielle, mais bien de faire face à une situation d'urgence. Il s'agit d'héberger, dans des conditions acceptables, toutes ces personnes en attente d'un nouveau statut. De jour en jour, le nombre augmente. En trois jours, on passe de trois personnes à plus de quarante. Alors on s'organise. L'encadrement est assuré par les professionnels de la PCi de la ville.

Pour éviter toutes frictions, Châtelaine n'accueille que des hommes. Mais ceux-ci n'ont rien, hormis les habits qu'ils portent sur eux, voire un sac. Alors on aménage rapidement des distributeurs de savon, on achète des rasoirs jetables, on réquisitionne des draps et des couvertures, on achète des jeux, de quoi lire, etc. Ce n'est pas le plus facile avec les 27 nationalités hébergées. Et puis on installe aussi un contrôle d'entrée, où la feuille de la CERA joue le rôle de sésame. Le gîte c'est bien, mais le couvert? Alors c'est l'entrée en jeu de l'Armée du Salut qui va fournir un petit déjeuner, le dîner et le souper. Le matin, chacun repart à la CERA pour une nouvelle journée d'attente; les plus chanceux ne reviendront pas. Ils entameront un autre parcours du combattant à l'asile. Pour les autres, le circuit recommence.

Avec le nombre, surgit aussi le problème sanitaire. Etant donné la détresse physique et morale des personnes hébergées, les accidents ne sont pas rares. C'est là qu'éclate ce qu'il faut bien appeler le scandale de l'immobilisme administratif. Et Jean-Charles Dédo de relater sa première prise de contact avec l'Hôpital cantonal qui, avant de faire quoi que ce soit, demande le nom de l'assurance, de l'AVS ou, à tout le moins, qui paie. Finalement, ce sont des médecins astreints à la PCi qui s'occuperont de tout le problème sanitaire. On en profitera pour vacciner aussi le personnel d'encadrement.

Le point de vue du canton

Guy Progin, responsable de la PCi cantonale, explique qu'il y a une organisation mandatée par l'Etat de Genève, qui s'appelle AGECAS (Association genevoise des centres d'accueil pour requérants à l'asile) et qui s'occupe actuellement de 1300 personnes. Le canton et la Confédération financent cet organisme. Alors ce que fait la PCi de la ville est admirable mais ne constitue qu'un bout de la chaîne. Normalement, la protection civile cantonale s'occupe des deux bouts de la chaîne, ce qui signifie qu'elle coordonne tout le dispositif, mais qu'elle ne peut le faire sans mandat. Le Conseil d'Etat va probablement créer une association dans laquelle on trouvera les organisations étatiques, la ville de Genève, l'AGORA et la PCi cantonale. Ce nouveau dispositif fera que tout ce qui concerne les prérequérants sera pris en charge par la PCi de la ville de Genève.

D'autre part, Guy Progin indique que pour les 5,6 % des requérants qui doivent rester sur le territoire du canton, les infrastructures de surface sont saturées. Dès lors, le canton prévoit une ouverture progressive de constructions de PCi dans les autres communes pour faire face à cette situation d'urgence. La première s'est déjà ouverte à Lancy, la seconde devrait se situer à Onex, une troisième pourrait suivre à Meyrin. Pour toutes ces constructions, la PCi ne met à disposition que la structure, voire un peu de personnel technique. L'encadrement sera fourni par l'AGECAS.

Pour éviter d'être pris de court, d'autres contacts sont déjà pris avec d'autres communes. Si ce scénario devait prendre corps, le personnel de l'AGECAS ne suffirait plus, raison pour laquelle le Service cantonal prévoit l'engagement éventuel de miliciens.

En conclusion et quelle que soit la position politique des uns ou des autres, des «en faveur ou contre», laissons le mot de la fin (toute provisoire) à une admirable maxime qui figure au mur du baraquement de l'AGORA:

Ton Christ est juif, ta voiture est japonaise, ta pizza est italienne, ta démocratie est grecque, ton café est brésilien, tes vacances sont turques, tes chiffres sont arabes, ton écriture est latine, et tu reproches à ton voisin d'être un étranger?